



ASIE/LIBAN - Réflexions de libanais à propos de la « charte de Bkerkè » à l'occasion de la fête de Saint Maron

Beyrouth (Agence Fides) – La fête de Saint Maron, célébrée par l'Église maronite au Liban et dans le monde entier ce Dimanche 9 février, a représenté pour tous les libanais une occasion pour réfléchir autour de ce qu'il est convenu d'appeler « charte de Bkerkè », le document publié la semaine passée par les Evêques maronites en tant que contribution à la sortie de crise politique, sociale et institutionnelle traversée par le pays. Nombre d'homélies et de déclarations de responsables politiques nationaux ont repris et commenté les motifs de souffrance et les perspectives de solution proposées par le texte.

En la Cathédrale Saint Maron de Gemmayzeh, l'Archevêque maronite de Beyrouth, S.Exc. Mgr Boulos Matar a dénoncé, en présence du Président libanais, le Général Michel Sleiman, et du Premier Ministre nommé, Tammam Salam, la paralysie politique et institutionnelle vécue par le pays, invitant à proclamer un « Etat d'urgence national » et réaffirmant que la « charte de Bkerkè » représente une référence précieuse afin de sortir de l'impasse institutionnelle et de parvenir à la formation d'un gouvernement. Les vetos croisés des forces politiques empêchent en effet, depuis plus de 9 mois, la formation d'un gouvernement stable.

Au siège patriarcal de Bkerkè, le Patriarche d'Antioche des Maronites, S.B. le Cardinal Bechara Boutros Rai, a réaffirmé que l'intention concrète du document était de placer le Liban sur la voie de la reprise, en préparant l'élection d'un nouveau Président de la République. « La population – a ajouté le Cardinal – ne fait plus confiance aux représentants politiques, dont certains ont couvert de manière coupable des violations de la loi ». A la Messe célébrée à Bkerkè, a également participé le Général Michel Aoun, chef du Courant patriotique libre, allié des shiites du Hezbollah, au sein de la Coalition du 8 mars. Le Général Aoun a exprimé son plein appui à la « charte de Bkerkè », qui, selon lui, propose à nouveau « les principes sur lesquels le Liban a été fondé et qui assurent au pays stabilité et continuité ». (GV) (Agence Fides 10/02/2014)